



La question du pluralisme en économie. Une mise en perspective¹

Ce numéro de Regards économiques analyse deux critiques souvent avancées contre l'état actuel de la science économique, qu'elle manque de pluralisme, étant dominée par l'approche néoclassique, et qu'elle est biaisée idéologiquement en faveur du néolibéralisme. Le résultat de notre investigation est que ces deux vues ne résistent pas à un examen critique.

Michel De Vroey

Luca Pensieroso

Depuis quelques années, un vent de contestation souffle dans les facultés d'économie de nombreuses universités européennes. On y voit des étudiants et des étudiantes se plaindre de ce qu'ils considèrent être une absence de pluralisme dans la discipline économique. La plainte peut se résumer en deux propositions.

- (a) La production théorique à l'intérieur de la discipline manque de pluralisme car elle est dominée par ce qu'on appelle un «mainstream» identifié à l'approche néoclassique. Cette critique porte sur un manque de pluralisme méthodologique.
- (b) Cette prépondérance n'est pas neutre dans la mesure où il s'avère que la théorie néoclassique est largement au service de la cause dite néolibérale. Ici la critique porte sur un manque de pluralisme idéologique.

Cette démarche des étudiants nous interpelle en tant qu'économistes et intellectuels. Elle doit être prise au sérieux, et tel est l'esprit dans lequel nous avons entrepris d'écrire ce numéro de *Regards économiques*. Son objectif est de passer ces deux propositions au crible de la critique.² Notre analyse nous amènera à objecter aux deux propositions. La première a le défaut de supposer que l'approche néoclassique est monolithique. Au contraire, comme nous le montrerons, son contenu est pluriel. L'approche néoclassique est née dans le dernier quart du XIX^e siècle au moment de la révolution marginaliste par laquelle la théorie de la valeur-travail a été supplantée par la théorie subjective de la valeur, fondée sur l'utilité. Au cours

¹ Nous remercions Jean-Marie Baland, Vincent Bodart, Bastien Castiaux, Muriel Dejemeppe, David de la Croix, François Maniquet, Fabio Mariani, Thomas Mueller, Marthe Nyssens, Jean-Philippe Platteau, Bruno Van der Linden et Xavier Wauthy pour leurs commentaires sur une version antérieure de cet article. Cette recherche fait partie du projet ARC 15/19-C63 sur "*Family transformations: incentives and norms*" (Communauté française de Belgique).

² Une troisième proposition découle des deux propositions de supra. Elle s'énonce comme suit : si ces deux propositions sont vérifiées, il s'ensuit que l'enseignement de l'économie à l'université est biaisé tant au niveau des contenus, puisque seul le mainstream y est enseigné, que de l'idéologie, puisque le mainstream est au service du néolibéralisme.

de son histoire, elle s'est dissoute en différents courants, dont certains ont constitué le mainstream tandis que d'autres n'y ont pas appartenu. De plus, certains courants du mainstream actuel ne sont pas néoclassiques. Quant à la proposition (b), celle-ci ne peut être évaluée sans procéder préalablement à une clarification conceptuelle de la notion de libéralisme. Une fois cette tâche accomplie, il apparaît clairement qu'aucun lien univoque entre les divers courants néoclassiques et le néolibéralisme ne peut être établi. Nous montrerons aussi, à l'aide d'exemples, que l'appareillage conceptuel de l'approche néoclassique, ainsi d'ailleurs que celui de l'approche classique qui l'a précédée, a été mis au service de causes idéologiques différentes. Il en découle que la proposition (b) est inacceptable.

Notre article comporte quatre sections. La première est consacrée à des préalables méthodologiques. Nous y décrivons la grille d'analyse qui sous-tend notre examen et procédons à une clarification du sens des termes «mainstream» et «théorie néoclassique». Dans les deux sections suivantes, nous examinons la validité des propositions de supra.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, quelques remarques préalables doivent être faites. Premièrement, il faut rappeler que la production théorique, au lieu de s'effectuer dans un vide social, est tributaire d'un contexte institutionnel, lequel peut varier d'un pays à l'autre. Cependant, dans cet article nous laisserons cet aspect du problème de côté pour nous pencher exclusivement sur le contenu des théories, la connaissance de celui-ci devant servir de support à l'appréhension de la dimension sociologique. Ajoutons que nous ne considérons que les travaux portant sur la production théorique. En d'autres termes, nous en écartons les travaux et les branches méta-théoriques, comme l'histoire des théories et l'épistémologie ou les branches d'appui comme l'économétrie et la statistique. Enfin, soulignons l'objectif limité de cette étude. Elle porte exclusivement sur l'analyse critique des deux propositions énoncées plus haut. En particulier, nous n'entrerons pas dans la discussion, plus substantive, des points forts et des points faibles des courants considérés.

1. Préalables méthodologiques et définitionnels

1.1. La dynamique du développement des théories économiques selon Leijonhufvud

L'économie est une science humaine. Le progrès théorique ne peut y être conçu comme se produisant d'une manière linéaire et incontestable. Une conception alternative est donc nécessaire. Celle qui a notre préférence a été proposée par Leijonhufvud (1994). Elle compare le développement des théories économiques à une arborescence décisionnelle.

Selon Leijonhufvud, la construction d'une théorie est une succession de choix méthodologiques entre lesquels il s'agit de trancher. Ces choix peuvent être comparés à des bifurcations sur une route. Il y a d'abord des nœuds méthodologiques de base mettant la construction théorique sur des orbites particulières. Ensuite, viennent des nœuds décisionnels de second rang, se greffant sur les choix fondamentaux faits précédemment. Le développement parcouru par un programme de recherche donné peut être interprété comme un enchaînement de ces décisions.

Il n'y a pas de raison de penser que les choix ultérieurs effectués sur une branche donnée aient été anticipés par ceux qui ont ouvert la voie. Par exemple, Keynes n'avait pas envisagé (et aurait peut-être vu d'un mauvais œil) la manière dont les économistes keynésiens ont modélisé le contenu de la *Théorie générale*. Il peut aussi se faire qu'à un moment donné une ligne de recherche devienne l'objet d'une contestation avec une mise en avant de défauts et, éventuellement, une remise en cause radicale de l'enchaînement des choix décisionnels effectués. Se produit

... La dynamique du développement des théories économiques

alors ce que Leijonhufvud a appelé un phénomène de «backtracking», c'est-à-dire un retour à un nœud décisionnel antérieur et la décision de suivre une bifurcation négligée à l'époque.

Plus loin, nous aurons l'occasion d'illustrer la démarche de Leijonhufvud plus concrètement. A ce stade, nous voulons simplement souligner la perspective qu'elle dessine. En premier lieu, elle amène à renoncer à la vision monotone, tellement répandue, du développement théorique et à la remplacer par une vision relativiste. Dans la perspective leijonhufvudienne le progrès ne prend de sens que par rapport à une branche donnée de l'arbre décisionnel, se manifestant par un développement cumulatif important à l'intérieur de celle-ci. En second lieu, il s'avère que, selon les circonstances, deux cas de figures sont susceptibles de se présenter à l'intérieur d'une discipline donnée. Le premier se réfère à une situation dans laquelle différents courants rivaux coexistent, aucun d'entre eux ne l'emportant sur les autres. Le second prévaut quand, dans la discipline examinée, on peut observer qu'un courant précis (ou un ensemble de courants) constitue le *mainstream*. Ceci signifie qu'un large consensus, plus ou moins explicite, sur les canons à respecter pour produire de la théorie a prévalu dans la profession, les raisons expliquant ce consensus pouvant être de plusieurs ordres, tant théoriques que sociologiques. Enfin, dans la mesure où aucun choix méthodologique n'est suffisamment évident pour s'imposer à l'ensemble de la profession, les chances de voir se réaliser un consensus entre tous les membres de la profession sont minimales. En conséquence, les rivalités théoriques en science économique doivent être considérées comme un phénomène normal.

1.2. La notion de *mainstream*

Si la notion de *mainstream* est centrale à notre discussion, force est de reconnaître que sa signification est floue. Son existence implique que, dans une discipline donnée, il existe plusieurs programmes de recherche alternatifs à propos desquels on est autorisé à affirmer que l'un d'eux est dominant par rapport aux autres. Il s'agit d'une domination quantitative, dont les indicateurs sont les suivants : le nombre de chercheurs appartenant au *mainstream* relativement à celui des courants minoritaires, pris isolément ou collectivement; la répartition des publications scientifiques, ouvrages ou articles, ainsi que des thèses de doctorat, entre les différents courants théoriques; enfin, la part prise par les différents courants théoriques dans l'enseignement. En termes de l'arbre décisionnel de Leijonhufvud, le *mainstream* est la branche de l'arbre mobilisant une fraction importante des activités d'une communauté scientifique donnée. Présentées ainsi, les choses paraissent simples. On peut alors être tenté de penser que, pour y voir clair, il n'y a qu'à essayer de vérifier quantitativement les «parts de marché» du *mainstream* et des courants minoritaires.

Cependant, à l'examen, des complications surgissent. La liste des points à clarifier est longue. En premier lieu, il faut définir ce qu'on appelle «approche néoclassique». Comme nous le montrerons, celle-ci est plurielle, de telle sorte qu'il y a lieu d'envisager la possibilité d'un pluralisme interne à l'approche néoclassique. En second lieu, le champ de l'approche néoclassique a évolué avec le temps, notamment en absorbant des courants qui autrefois étaient non-néoclassiques. Par ailleurs, le champ des courants non-néoclassiques a également évolué, de nouveaux courants émergeant au fil du temps. Une autre source de perplexité est d'ordre sémantique. Dans les débats qui nous concernent, la sémantique est rarement neutre. Nous avons employé le terme «dominant» parce qu'il est souvent repris dans les écrits critiquant la théorie néoclassique, mais pour nous il ne peut recevoir de connotation péjorative. La même ambiguïté se rattache à la caractérisation d'absence de pluralisme. Celle-ci sonne comme une condamnation. Mais si le manque de pluralisme dans un domaine comme les médias est une chose regrettable, pourquoi cela serait-il aussi le cas dans le domaine scientifique ? Dans

... La notion de *mainstream*

ce dernier, l'existence d'un *mainstream* peut signifier que la profession a surmonté le stade de balkanisation caractérisant les débuts des disciplines. Pour rester dans les problèmes sémantiques, nous n'utiliserons pas l'opposition «orthodoxie/hétérodoxie» que l'on trouve souvent dans la littérature. L'étiquette d'hétérodoxie est revendiquée par les tenants de courants minoritaires particuliers. Pour notre propos, il n'est pas nécessaire de les singulariser par rapport aux autres courants minoritaires qui, eux, ne revendiquent pas cette appellation. Enfin, une dernière complication est la possibilité d'une disparité entre l'auto-identification des membres d'un courant minoritaire et la caractérisation que des observateurs extérieurs peuvent estimer devoir faire. Par exemple, des économistes post-keynésiens pourraient s'insurger à voir leurs vues classées comme néoclassiques alors que, selon nous, tel est le jugement qui s'impose.

Tous ces éléments expliquent qu'on ne peut pas s'engager d'emblée dans un travail visant à quantifier la répartition de la production théorique des économistes entre *mainstream* et courants minoritaires. Un travail préliminaire visant à dresser un inventaire détaillé des courants en présence et de leur évolution est nécessaire. Telle est la tâche que nous nous assignons dans cet article. Quant à la «part de marché» effective prise par chacun des courants que nous répertorierons, à ce stade de notre recherche nous nous contenterons de la supputer, en essayant de coller à ce qui nous paraît être l'opinion générale dans la profession, laissant à une étude ultérieure le soin de confirmer ou de corriger notre classement.

1.3. Que faut-il entendre par approche néoclassique ?

L'appellation «néoclassique» n'a pas été inventée par les praticiens de cette approche mais par ses contempteurs. Comme l'a montré T. Aspromourgos, elle est due à l'économiste institutionnaliste T. Veblen, qui la forgea en 1890, dans un article intitulé «Preconceptions of Economics Science» et paru dans le *Quarterly Journal of Economics*.³ Pour Veblen, il s'agissait d'épingler la théorie de la valeur marshallienne. Plus tard, le terme fût repris par Hicks (1932), puis par Stigler (1941), pour désigner l'approche marginaliste en général. Progressivement, il entra dans le langage courant. Si on laisse à l'appellation le temps de s'installer, on peut conclure qu'elle ne devint courante qu'après la seconde guerre mondiale. Les auteurs associés à la révolution marginaliste – Jevons, Walras et Menger auxquels il faut ajouter le nom de Marshall – ne l'ont jamais utilisée.

Le critère d'appartenance à l'approche néoclassique est l'adhésion à la théorie subjective de la valeur, fondée sur l'utilité. Dans celle-ci, les prix relatifs et l'allocation des ressources sont déterminés à partir des notions d'utilité marginale et de productivité marginale. La première de ces notions, l'utilité marginale, censée être décroissante, permet aux ménages d'établir leurs plans optimisateurs de consommation en fonction des prix. La seconde, la productivité marginale des facteurs, également supposée décroissante, permet aux firmes de définir leurs plans de production optimisateurs en fonction des prix. À l'équilibre, les prix relatifs des biens et services sont tels que l'offre et la demande de chacun d'eux s'égalisent. Ultérieurement dans le développement de l'approche néoclassique, la notion de taux marginal de substitution a pris le devant par rapport à celles d'utilité marginale et de productivité marginale, mais la logique à l'œuvre, résumée par Marshall dans l'expression «principe de substitution», reste la même.

³ Cf. Aspromourgos (1986).

2. La question du pluralisme méthodologique

La question du pluralisme méthodologique en économie se décline à deux niveaux. Elle se rapporte, d'une part, au pluralisme interne à l'approche néoclassique et, d'autre part, au pluralisme externe, entendant par ce dernier terme la relation entre le (ou les) courant(s) formant le mainstream et les courants minoritaires. Nous acceptons la vue selon laquelle, depuis la révolution marginaliste, une ou plusieurs composantes de l'approche néoclassique ont toujours appartenu au mainstream. Mais nous montrerons (a) que certains courants néoclassiques en ont été exclus, (b) qu'entre les différents courants néoclassiques appartenant au mainstream les différences méthodologiques sont significatives, et (c) qu'avec l'essor récent de l'économie expérimentale le mainstream a accueilli en son sein une composante non-néoclassique.

Pour étayer ces vues, nous nous proposons de séparer trois périodes. La première est la période d'émergence et de stabilisation de l'approche néoclassique, allant du dernier quart du XIX^{ème} siècle jusqu'à la deuxième guerre mondiale. La seconde commence avec la «révolution keynésienne» et s'étend de la seconde moitié des années 1930 à la fin des années 1970. La troisième va du début des années 1980 aux jours présents.

2.1. Période I : l'émergence et la stabilisation de l'approche néoclassique

L'approche néoclassique naît avec la révolution marginaliste sous l'impulsion de S. Jevons, C. Menger, et L. Walras.⁴ Cette révolution a souvent été invoquée comme un cas typique d'invention simultanée. Mais si cette interprétation se justifie de prime abord, une étude plus poussée révèle que ses fondateurs s'inscrivaient dans des perspectives méthodologiques différentes.

Les protagonistes de la révolution marginaliste avaient en commun le projet de supplanter l'approche classique. Ils voulaient abandonner la vision des classiques d'une société divisée en classes sociales. Ils visaient aussi à remplacer la théorie ricardienne de la valeur par une théorie subjective de la valeur. Mais, au-delà de ces points communs, leurs perspectives méthodologiques étaient dissemblables. En référence à la grille de Leijonhufvud, Marshall, Walras et Menger se trouvaient face à des bifurcations méthodologiques fondamentales entre lesquelles ils ont dû choisir, même s'ils ne l'ont fait que d'une manière implicite. Six de ces choix nous paraissent être centraux (pour la facilité nous les ramenons à des choix binaires) : la visée, le langage, le concept d'équilibre, le champ, l'attitude envers les microfondements et l'attitude par rapport au travail empirique.

a) La visée. Un choix entre une perspective pragmatique, visant à répondre à des questions concrètes et une perspective abstraite se préoccupant de questions de principe. Dans le premier cas, les conclusions de l'analyse se rapportent au «monde réel», dans le second, à une économie fictive construite par l'économiste. Dans le premier cas, l'exigence de cohérence externe («coller à la réalité») prévaut, dans le second, l'exigence de cohérence interne le fera. Ici, la césure est entre Menger et Marshall, d'une part, et Walras, de l'autre.

b) Le langage. Un choix entre une approche mathématique et un raisonnement en prose. Ici les pôles opposés sont Walras et Menger. Quant à Marshall, il estimait que le raisonnement mathématique pouvait être utile à un stade donné de l'élaboration d'une théorie mais que, lorsqu'il s'agit de présenter celle-ci, la modélisation mathématique devait être cantonnée dans les annexes des ouvrages. Marshall se trouve donc entre les deux autres positions.

c) Le concept d'équilibre. Un choix entre deux concepts d'équilibre, l'équilibre

⁴ Dans la mesure où Marshall a joué un rôle plus important que Jevons dans le développement de l'approche néoclassique, c'est à lui plutôt qu'à Jevons que nous nous référerons dans les pages qui suivent.

... Période I : l'émergence et la stabilisation de l'approche néoclassique

au sens d'état de repos et l'équilibre au sens d'équilibre intertemporel. Le premier est fondé sur la distinction entre courte et longue période, celle-ci exerçant le rôle de centre de gravitation pour la première. Dans cette conception, équilibre, associé à la longue période, et déséquilibre, associé à la courte période, sont organiquement liés. Pour le second concept, le temps est vu comme une succession de points, qui sont chacun datés. Les échanges se produisent à certains de ces points et il est postulé que l'équilibre s'y produit instantanément. Le concept de déséquilibre disparaît dès lors du tableau. Contrairement au premier, ce concept d'équilibre permet la prise en compte de l'irréversibilité propre au passage du temps. On trouve le premier de ces deux concepts chez Marshall et Menger. Quant à Walras, sa position est susceptible d'être interprétée de deux manières. Si l'on s'en tient – comme cela fut longtemps le cas, sous l'influence de Cassel et Wicksell – à ses modèles d'échange et de production, sa théorie semble être basée sur ce premier concept. Par contre, la considération du modèle de formation de capital et de crédit amène à conclure que le concept d'équilibre intertemporel, tel qu'il sera développé plus tard par Hicks et les économistes néo-walrasiens, était déjà présent dans les *Eléments d'économie pure*.

d) Le champ. Un choix entre deux objets d'étude, soit l'économie dans son ensemble (équilibre général) ou des marchés particuliers laissant à un stade ultérieur du développement de la théorie économique le soin d'analyser la coordination entre les marchés séparés (équilibre partiel). Ici, la césure est entre Menger et Walras, d'une part, et Marshall, de l'autre.

e) L'attitude envers les microfondements. Ici, le choix est entre deux règles de construction du raisonnement, toutes deux évoluant à l'intérieur de l'individua-

Tableau 1. Les bifurcations méthodologiques prises par Marshall, Menger et Walras⁵

		Marshall	Menger	Walras
Visée	pragmatique	●	●	
	abstraite			●
Langage	prose	●	●	
	mathématique	●		●
Concept d'équilibre	état de repos	●	●	●
	intertemporel			●
Champ	équilibre partiel	●		
	équilibre général		●	●
Microfondements	implicites	●		
	explicites		●	●
Test empirique	absent	●	●	●
	présent			

⁵ Dans les deux cas ambigus que nous avons rencontrés, nous avons coché les deux cases.

... Période I : l'émergence et la stabilisation de l'approche néoclassique

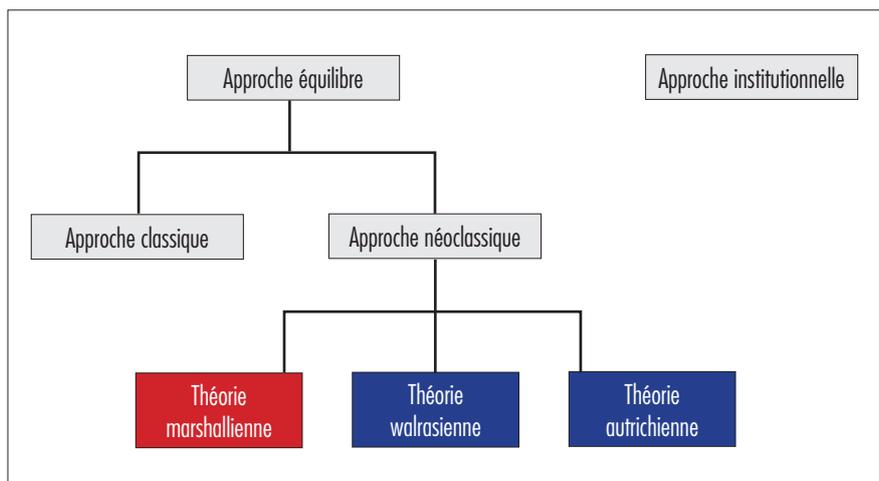
lisme méthodologique, trait central de l'approche néoclassique : la règle selon laquelle la construction théorique doit commencer par la dérivation du choix optimisateur des agents ou une autre règle selon laquelle, même si la prémisse de choix optimisateur est adoptée, l'économiste est autorisé à sauter le stade de sa dérivation pour passer d'emblée à l'étude de l'interaction entre offre et demande de marché. Dans le premier cas on parlera de «microfondements explicites», dans le second, de «microfondements implicites». Menger et Walras optent pour le premier, Marshall pour le second.

f) L'attitude envers le travail empirique. Est-il nécessaire de tester empiriquement les propositions théoriques pour les vérifier ou les réfuter ? Deux points de vue sont possibles. Soit, on n'entre pas dans un travail de mesure. Soit, on affirme qu'une théorie qui n'est pas confirmée par une estimation empirique (ou qui n'a pas survécu à des tests de falsification) est de peu de valeur. Le premier point de vue est clairement adopté par Menger et Walras. Marshall était fêru d'observation empirique et de rassemblements de statistiques, mais *de facto*, faute d'outils adéquats, il n'est pas vraiment entré dans le travail de mesure de ses propositions théoriques. Dès lors, il doit également être classé dans la catégorie «théorie pure».

Face à ces choix méthodologiques de base, Marshall, Menger et Walras optèrent pour des solutions alternatives, dessinant des programmes de recherches différents comme le montre le tableau 1.

Venons-en maintenant à la question de savoir si cela a du sens de parler d'un mainstream à propos de cette époque durant laquelle la professionnalisation de l'économie n'en était qu'à ses débuts. Notre réponse est que, si mainstream il y avait, il ne pouvait s'agir que de la théorie marshallienne. Les travaux inauguraux de Walras et Menger, tellement différents, ont connu le sort ironique de se voir synthétiser par Cassel et Wicksell. Cette synthèse Lausanne-Vienne a certes exercé de l'influence, surtout à l'intérieur du continent européen, mais, comparativement à la théorie marshallienne, elle était néanmoins minoritaire. Nous considérons donc la théorie marshallienne comme le mainstream unique et la synthèse walrasienne-autrichienne, l'approche classique et l'approche institutionnaliste comme minoritaires, la première de celles-ci étant néoclassique et les autres ne l'étant pas. Le tableau 2 résume cet état des choses.

Tableau 2. Le pluralisme méthodologique durant la période I⁶



⁶ La couleur rouge indique un courant néoclassique mainstream, la couleur bleue un courant néoclassique non-mainstream. Les courants grisés désignent des domaines qui ne sont ni néoclassiques ni mainstream.

2.2. Période II : des années trente à la fin des années soixante-dix, un processus de fragmentation

La transformation de la théorie marshallienne

Après la mort de Marshall, les *Principles* ont continué à être la « bible » des économistes, au moins dans les pays anglophones. Mais des vents de changements ont soufflé. D'abord, les économistes marshalliens ont graduellement cessé de suivre le point de vue restrictif de Marshall quant à la place des mathématiques en économie. Plus d'attention a aussi été donnée à l'explicitation des microfondements. Ensuite, les deux dimensions que Marshall souhaitait combiner, la théorie de la valeur et la perspective évolutionniste, ont été scindées. Une autre différence est que Marshall était plus préoccupé par les problèmes de pauvreté que de chômage. Une telle attitude ne pouvait plus être tenue au XX^{ème} siècle et les premières décennies de celui-ci virent l'apparition de livres consacrés au chômage, les principaux d'entre eux étant dus à W. Beveridge, A. Pigou et Hicks.

La naissance de la macroéconomie

C'est l'existence du chômage de masse dans le contexte de la grande crise des années trente qui a poussé Keynes à écrire en 1936 *La théorie générale de l'emploi, de la monnaie et de l'intérêt*, le point de départ de l'émergence de la macroéconomie comme nouvelle sous-discipline de la science économique. Dans ce livre, Keynes s'écartait des canons marshalliens sur deux points importants. Il voulait, d'une part, opérer un glissement d'une perspective d'équilibre partiel à une perspective d'équilibre général et, d'autre part, produire un résultat, jusqu'alors exclu de l'approche marshallienne, la possibilité que chômage et équilibre de l'économie puissent coexister, sans que la rigidité des salaires en soit la cause.

Sans entrer dans le contenu de la *Théorie générale*, il y a lieu de signaler qu'on y trouve déjà l'embryon d'une confusion qui perdure jusqu'à nos jours, l'idée que la théorie keynésienne s'inscrirait en opposition radicale à l'approche néoclassique. Son origine se trouve dans un écart entre la rhétorique employée par Keynes et sa contribution théorique effective. Dans son livre, Keynes opposait effectivement sa théorie à ce qu'il appelait la « théorie classique », et qu'aujourd'hui nous appelons approche néoclassique. En particulier, il voulait démontrer que la théorie marshallienne n'est qu'un cas particulier de sa théorie, une thèse qui a été peu suivie. Mais le point important réside ailleurs, dans le fait que dans *La théorie générale*, Keynes reprend à son compte les pierres angulaires de la théorie marshallienne – le principe de substitution, l'analyse des décisions de production des firmes, la distinction courte/longue période, la demande de monnaie. En conséquence, si l'on s'interroge sur la nature des ruptures que Keynes a opérées par rapport aux choix méthodologiques de base de Marshall, un seul émerge, le projet de passer à une analyse d'équilibre général – et encore Keynes ne le réussit qu'à moitié. Quant à son objectif d'introduire la notion de chômage involontaire à l'intérieur de l'approche marshallienne, il ne peut être interprété comme une modification d'un choix méthodologique de base. La notion de chômage frictionnel avait déjà introduite précédemment par A. Pigou et Hicks. La contribution de Keynes a consisté à ouvrir une bifurcation nouvelle, faisant en sorte que suite à son livre, il y ait une autre notion de chômage en plus de celle de chômage frictionnel. Tous ces éléments nous poussent à conclure que la théorie de Keynes appartient à l'approche néoclassique.

La *Théorie générale* a changé la donne, mais en même temps c'était un livre polysémique, susceptible de lectures diverses. L'interprétation qui s'est imposée au point d'avoir été, jusqu'à la révolution lucasienne, identifiée à la discipline macroéconomique entière, est celle de Hicks, enrichie par l'apport de F. Modigliani et dont le cœur théorique est le modèle IS-LM. Cette macroéconomie keynésienne, elle aussi, ne peut être classée que comme néoclassique.

La modélisation IS-LM a fourni la base théorique pour la transformation de la macroéconomie d'une discipline théorique en une discipline appliquée. Le modèle Klein-Goldberger (1955) joua un rôle décisif dans ce processus, ouvrant la voie à des générations de modèles macroéconométriques qui au cours du temps

... La naissance de la macroéconomie

sont devenus de plus en plus sophistiqués. Par rapport à la prévalence de théorie pure qui régnait auparavant, ceci a été un tournant radical, qui s'est progressivement étendu aux autres sous-disciplines économiques.

Des courants critiquant la macroéconomie keynésienne ont également vu le jour. Le plus important d'entre eux a été le courant monétarisme, associé au nom de M. Friedman. Il visait à contester des concepts centraux de la macroéconomie keynésienne, en particulier la propension à consommer et la demande de monnaie, ainsi que les résultats empiriques de l'économétrie keynésienne, le tout débouchant sur une critique des prescriptions de politique économique keynésiennes. Un autre courant critiquant la macroéconomie keynésienne a été la théorie postkeynésienne, impulsé par S. Weintraub et P. Davidson. L'objectif de ces auteurs était de réhabiliter et développer ce qu'ils pensaient être le message authentique de la *Théorie générale* et qu'ils estimaient avoir été abandonnée par les keynésiens traditionnels. Sans entrer dans le débat, il y a lieu de souligner ici que, selon nous, les différences entre postkeynésiens et keynésiens standards ne touchent pas aux traits les plus fondamentaux de l'approche keynésienne. D'où notre conclusion que l'approche postkeynésienne est une des variantes marshalliennes de l'approche néoclassique.

Notons enfin qu'une retombée de l'apport de Keynes a été la mise en sommeil de l'approche autrichienne. En effet, au début des années trente, deux lignes théoriques s'opposaient quant à l'analyse des cycles et à la politique à suivre face aux crises : la ligne autrichienne dont le héraut était F. Hayek, alors à la *London School of Economics* et la ligne nouvelle proposée par Keynes. Celle-ci emporta la mise, une victoire symbolisée par le passage dans le camp keynésien d'une série de jeunes chercheurs brillants qui avaient d'abord appartenu à la ligne autrichienne, comme N. Kaldor et A. Lerner.

La théorie walrasienne

Un autre changement important qui a vu le jour durant cette seconde période est la réhabilitation de la théorie walrasienne, avec l'émergence de la théorie néo-walrasienne, inaugurée par Hicks et P. Samuelson et connaissant son aboutissement dans les travaux de K. Arrow, G. Debreu et L. McKenzie. Les ambiguïtés présentes dans les *Eléments* quant à la notion d'équilibre utilisée et la nature du processus d'ajustement sont dorénavant tranchées en faveur du concept d'équilibre intertemporel et de l'hypothèse d'absences d'échanges hors de l'équilibre. Lorsque cette ligne est prise, la théorie walrasienne devient radicalement dissociée de la théorie autrichienne.

Le cas de la théorie walrasienne durant cette période est intéressant pour notre propos car il met en avant le caractère équivoque de la notion de mainstream. D'un côté, le prestige de la théorie néo-walrasienne était très élevé. Mais de l'autre, le nombre d'économistes travaillant dans le champ néo-walrasien restait limité, en raison notamment du niveau élevé de mathématisation exigé. Aussi, lorsque nous nous attellerons à la tâche d'établir un constat quantitatif, les chances seront grandes de voir cette théorie appartenir à la catégorie des courants minoritaires. Anticipant un tel résultat, c'est l'option de classement que nous adoptons.

Autres développements

Il faut d'abord signaler l'apparition de nouveaux courants. La théorie des jeux est l'un de ceux, avec la parution en 1944 du livre *Theory of Games and Economic Behavior* de J. von Neumann et O. Morgenstern. Les années 1950 furent celles de l'envol de la discipline, avec notamment les travaux fondateurs de J. Nash. A l'époque, les théoriciens des jeux formaient une communauté restreinte. La discipline était respectée mais restait à la marge de la profession. Tout en reconnaissant que ce choix peut être discuté, nous avons décidé de classer la théorie des jeux à l'intérieur de l'approche néoclassique. Il nous semble aussi que pour l'époque, on ne peut que la considérer comme un courant minoritaire.

... *Autres développements*

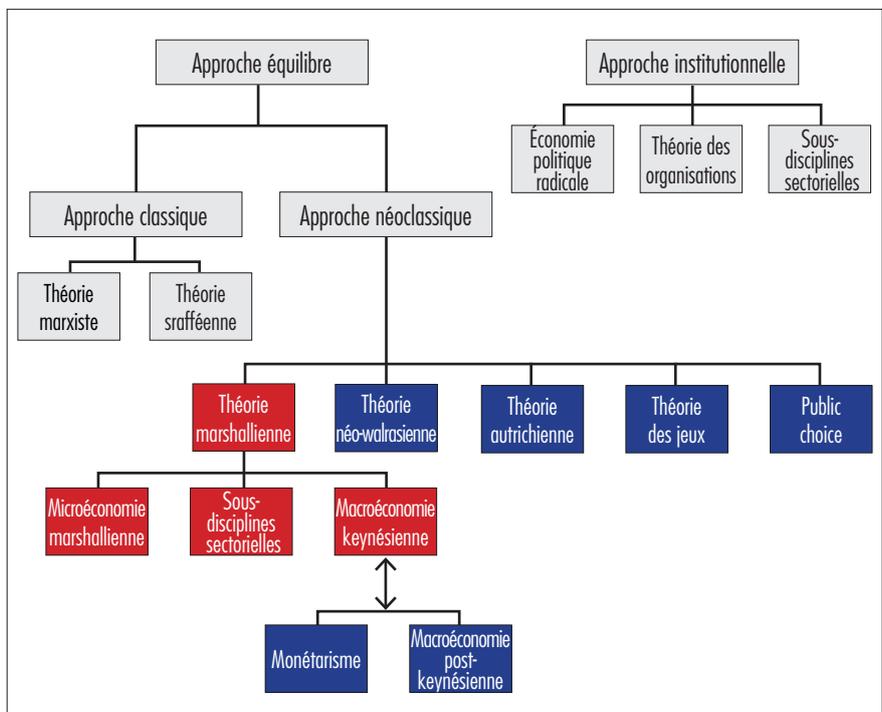
Un autre nouveau courant ayant émergé à l'époque a été la théorie du choix public, sous l'impulsion de J. Buchanan et G. Tullock, auteurs du livre, *The Calculus of Consent: Logical Foundations of Constitutional Democracy*, paru en 1962. Leur objectif était d'étudier des questions relevant traditionnellement de la théorie politique en partant des choix des individus et de leurs incitations.

Dans le champ des courants minoritaires non-néoclassiques, il y a également eut des changements importants. La naissance de l'approche rafféenne en est un. Elle a renouvelé le corpus ricardien à partir du livre de P. Sraffa, *Production of Commodities by Means of Commodities*, paru en 1960. Enfin, il faut aussi noter le regain dans les années 1970 de la théorie marxiste, qu'il s'agisse de celle-ci en propre (c.-à-d. de la théorie exposée dans *Le capital*) ou de courants d'idée s'inspirant de Marx sans adhérer à sa théorie de la valeur. Ce qu'on a appelé l'économie radicale, groupée autour de la *Review of Radical Political Economics*, en est un exemple.

L'apparition de nouvelles sous-disciplines économiques centrées sur l'étude de secteurs particuliers de l'économie dans une perspective d'équilibre partiel est un autre phénomène à prendre en compte. Par rapport à notre typologie, ces sous-disciplines sont à répartir entre l'approche marshallienne et l'approche institutionnelle. Par exemple, l'économie industrielle et le commerce international sont à ranger dans le premier groupe, l'économie du travail ou l'économie du développement dans le second.

L'approche institutionnelle a, elle aussi, connu de nouveaux développements. En plus de l'économie politique radicale, déjà mentionnée, retenons l'émergence de la théorie des organisations, associée aux noms d'A. Chandler et O. Williamson. Comme son nom l'indique, elle prend comme objet d'étude les mécanismes internes des organisations économiques élémentaires, vues comme des procédures de coordination spécifiques différentes des institutions.

Tableau 3. Le pluralisme méthodologique durant la période II ⁷



⁷ La couleur rouge indique un courant néoclassique mainstream, la couleur bleue un courant néoclassique non-mainstream. Les courants grisés désignent des domaines qui ne sont ni néoclassiques ni mainstream. La double flèche indique une relation d'opposition.

... *Autres développements*

Le tableau 3 résume la configuration des courants mainstream et minoritaires, qu'ils soient ou non néoclassiques, durant la seconde de nos trois périodes. Cette fois, le pluralisme interne à l'approche néoclassique est clairement visible. Il se manifeste tant par les bifurcations méthodologiques opérées que par la constitution de communautés scientifiques spécialisées dont les membres ont peu de contact avec ceux des communautés voisines, malgré leur commune appartenance à l'approche néoclassique. Par ailleurs, il ressort aussi du tableau que l'appartenance d'un courant donné à l'approche néoclassique n'est pas une condition suffisante pour qu'il fasse partie du mainstream.

2.3. Période III. Des années quatre-vingt au temps présent

La nouveauté la plus marquante qui s'est produite dans les trois dernières décennies est l'essor de l'économie expérimentale. Ayant connu le jour durant la période précédente, elle a connu au cours de la période actuelle un essor suffisant pour justifier son appartenance au mainstream. Ses principales composantes contemporaines sont : (a) l'économie expérimentale stricte, dans laquelle l'ensemble des variables sont strictement contrôlées comme dans un laboratoire; (b) l'économie expérimentale de terrain dans laquelle une équipe du M.I.T, placée sous la houlette de A. Banarjee et E. Duflou, a joué un rôle pionnier; (c) l'approche behavioriste, trouvant son origine dans les travaux de D. Kahneman et A. Tversky, des psychologues et ayant R. Thaler comme l'un de ses représentants les plus connus; et enfin (d) les travaux dits quasi-expérimentaux associés aux noms d' O. Ashenfelter, D. Card et A. Krueger.

En ce qui concerne les approches déjà prévalant à la période antérieure, plusieurs traits doivent être retenus. Le premier concerne la macroéconomie. Celle-ci a connu une révolution scientifique, le remplacement de la macroéconomie keynésienne, à forte identité méthodologique marshallienne, par la macroéconomie d'équilibre général dynamique (DSGE), basée sur des principes néo-walrasiens. Cette révolution fut amorcée par R. Lucas et prit son plein essor avec la modélisation RBC (real business cycles) sous l'égide de F. Kydland et E. Prescott. Deux lignes de recherche y coexistent, l'étude des fluctuations cycliques et celle de la croissance. Dans la deuxième partie de la période, la macroéconomie DSGE a, elle-même, connu une évolution significative, le glissement de la modélisation RBC à la modélisation nouvelle keynésienne. Dans ce mouvement, des hypothèses propres à la macroéconomie keynésienne, comme la viscosité des prix et des salaires et la non-neutralité de la monnaie ont refait leur apparition dans le corpus théorique DSGE avec, en conséquence, une inflexion des conclusions de politique économique des modèles.

Un second trait marquant est que la théorie néo-walrasienne a perdu de son prestige. Différents facteurs l'expliquent, comme son caractère hautement abstrait et l'absence de progrès significatifs sur le front de la théorie de la stabilité. Si, au temps de sa splendeur, cette théorie devait déjà être considérée minoritaire, cela ne peut que l'être encore plus pour la période récente. De fait, la macroéconomie est le seul champ basé sur des principes walrasiens encore en essor.

Par ailleurs, la perspective marshallienne, sous-tendue par le projet de résoudre des questions concrètes, a renforcé son emprise dans la profession. Sa prépondérance se manifeste notamment dans le fait que plusieurs disciplines sectorielles qui, durant la période précédente, s'inscrivaient à l'intérieur de l'approche institutionnelle, comme par exemple l'économie du travail, ont intégré l'approche marshallienne. Le processus de développements de nouveaux courants à l'intérieur de l'approche néoclassique, amorcé durant la période précédente, a aussi continué. Soulignons l'émergence de la «nouvelle histoire économique» ou «cliométrie», dont le propre est de faire de l'histoire quantitative basée sur l'appareillage conceptuel néoclassique. Inaugurée dans les années 1960 par D. North et R. Fogel, la cliométrie a connu une belle expansion, tout en restant cependant une spécialité minoritaire.

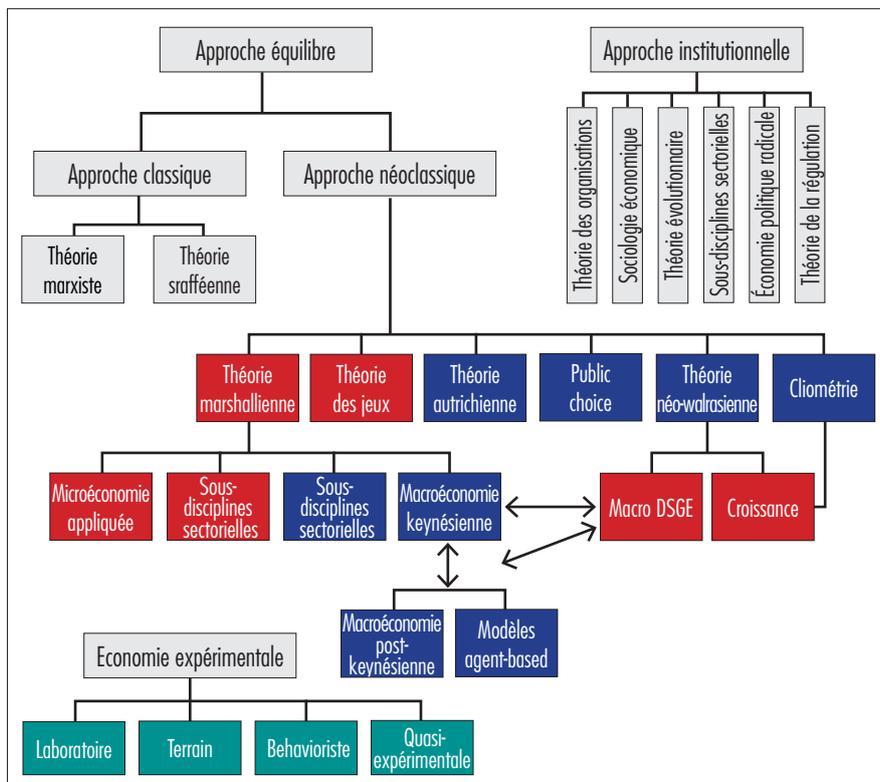
... Période III. Des années quatre-vingt au temps présent

Quant au sort des courants nouveaux ayant émergé durant la période précédente, le tableau est diversifié. L'essor de la théorie des jeux suggère qu'elle pourrait entrer dans le groupe des courants mainstream. C'est en tout cas l'option de classement que nous prenons. Quant au courant monétariste, tout en ayant laissé des traces importantes dans la macroéconomie nouvelle keynésienne, il a presque cessé d'être une communauté scientifique spécifique. En conséquence, nous l'avons sorti de nos tableaux. Les autres courants néoclassiques minoritaires restent actifs. Nous avons inclus la macroéconomie keynésienne parmi eux. Celle-ci n'a pas disparu. Elle est toujours enseignée et les modèles macroéconométriques keynésiens continuent à être utilisés. Mais en ce qui concerne la recherche, le basculement vers la macroéconomie DSGE a été général.

De nouveaux développements se sont aussi produits à l'intérieur de l'approche institutionnelle. La théorie évolutionnaire, déjà présente dans les écrits de J. Schumpeter, est un de ceux-ci. Elle a connu un nouvel essor avec les travaux de R. Nelson et S. Winter, auteurs du livre, *An Evolutionary Theory of Economic Change*, paru en 1982. Un autre nouveau courant dynamique a été la théorie de la régulation, qui a commencé avec le livre *Régulation et crise du capitalisme*, de M. Aglietta, paru en 1976 et qui s'est développé sous l'égide de R. Boyer.

D'inspiration marxiste, elle étudie les transformations du capitalisme en se basant sur les notions de rapports sociaux, de régimes d'accumulation et de modes de régulation et de coordination. Signalons aussi qu'il existe des sous-disciplines, comme par exemple l'économie sociale, qui ne sont pas rentrées dans le giron de l'approche néoclassique. Enfin, nous avons aussi inclus la sociologie écono-

Tableau 4. Le pluralisme méthodologique durant la période III⁸



⁸ La couleur rouge désigne les domaines qui sont néoclassiques et mainstream, la couleur verte ceux qui sont non-néoclassiques et mainstream, la couleur bleue ceux qui sont néoclassiques et non-mainstream. Les courants grisés désignent des domaines qui ne sont ni néoclassiques ni mainstream.

mique dans l'approche institutionnelle. Déjà présente, mais d'une manière marginale durant la période précédente avec les travaux de T. Parsons et N. Smelser, elle a connu un rebond significatif avec la redécouverte du livre de Polanyi, *La grande transformation*, paru en 1944. M. Granovetter est un autre auteur influent en sociologie économique.

Le tableau 4 résume la nouvelle configuration dessinée par l'ensemble de ces courants.

2.4. Conclusions

Le portrait tracé dans les pages qui précèdent a été dessiné à larges traits. Même si une étude plus détaillée mènerait sans doute à y introduire des modifications, telle qu'elle est, notre analyse suffit à mettre en évidence qu'on ne peut pas avoir une vue figée de la science économique. Tant le mainstream que les courants alternatifs sont des ensembles hétérogènes et évolutifs. Depuis la révolution marginaliste jusqu'au tournant du XXIème siècle, le rôle de mainstream a toujours été assumé par un ou plusieurs courants de l'approche néoclassique (sans que pour autant tous les courants néoclassiques l'aient endossé). Aujourd'hui, ce n'est plus le cas. L'essor de l'économie expérimentale se traduit par la présence d'une composante non-néoclassique à l'intérieur du mainstream.

Un autre constat est que lorsqu'on compare les trois périodes, le trait marquant est le phénomène de scissiparité qui s'est produit. Considérée dans son ensemble, la théorie économique est devenue de plus en plus diversifiée. Toute opposition binaire – par exemple, orthodoxie et hétérodoxie – est dès lors trompeuse. Pour revenir à l'approche néoclassique, ce qui paraît frappant est que le commun dénominateur des courants néoclassiques, tout en étant discriminant, est très faible, comme le montre le tableau 5. Affirmer que les économistes néoclassiques partagent les mêmes principes méthodologiques ou qu'ils parlent de la même voix est donc une grossière exagération.

Notre analyse montre aussi que la frontière entre approche néoclassique et approche non-néoclassique a été franchie à plusieurs reprises, toujours dans le sens d'une extension du champ de l'approche néoclassique. En témoigne l'intégration dans celle-ci de disciplines spécialisées qui auparavant lui étaient étrangères. Les économistes critiques à l'égard de l'approche néoclassique épingletront ce phénomène comme un cas manifeste d'impérialisme. Les autres souligneront qu'il révèle l'aptitude de cette approche à intégrer en son sein des éléments théoriques qui initialement lui étaient totalement étrangers.

Tableau 5. Les choix méthodologiques de base adoptés par les courants néoclassiques

Visée	abstraite	théorie walrasienne, macro DSGE
	pragmatique	autres courants
Langage	prose	théorie autrichienne, public choice
	mathématique	autres courants
Concept d'équilibre	état de repos	autres courants
	équilibre intertemporel	théorie walrasienne, macro DSGE
Champ	équilibre général	théorie walrasienne, macro DSGE, théorie autrichienne
	équilibre partiel	autres courants
Microfondements	implicites	autres courants
	explicites	courants mainstream, théorie autrichienne
Test empirique	absent	théorie autrichienne, public choice
	présent	autres courants

3. Le pluralisme idéologique

Notre objectif dans cette section est de procéder à un examen critique de la seconde proposition défendue par les critiques de la théorie néoclassique selon laquelle celle-ci est au service de l'idéologie néolibérale. Quatre questions seront abordées : que faut-il entendre par idéologie ? La théorie économique comporte-t-elle une dimension idéologique irréductible ? Que faut-il entendre par néolibéralisme ? Existe-t-il un lien univoque entre l'approche néoclassique et l'idéologie néolibérale ?

3.1. Que faut-il entendre par idéologie ?

Le terme d'idéologie est souvent compris dans un sens négatif, comme signifiant un point de vue biaisé, des propos empreints de mauvaise foi. Nous proposons de l'entendre dans un sens différent, plus neutre et se rapportant à une vision sur l'organisation idéale de la société. En tant qu'économistes, nous nous intéressons à la dimension économique du problème. Est alors en cause la question de savoir si le système de marché, dans lequel les agents ne s'occupent que de leur intérêt propre, comporte effectivement un mécanisme de régulation le rendant viable, efficient et supérieur à un système dans lequel l'allocation des ressources et des individus est décidée d'une manière planifiée – en bref de savoir si la «main invisible» d'Adam Smith est efficace. Cette question renvoie au jugement susceptible d'être énoncé quant aux rôles respectifs de l'État et des forces de marché dans l'activité économique, une matière dans laquelle des convictions fortes et souvent inébranlables existent.

3.2. Une interférence de l'idéologie dans la production de théorie économique est-elle admissible ?

La réponse la plus fréquente à cette question est d'affirmer qu'une telle interférence ne peut pas se produire. La construction théorique doit être neutre; quand ils produisent de la théorie, les chercheurs doivent laisser leur idéologie de côté. Tel est le credo positiviste, dont M. Friedman a été l'ardent avocat.

Mais si on se penche sur l'histoire des théories économiques, une autre réalité surgit. Ainsi, on trouve dans les écrits des économistes classiques une forte motivation idéologique, c.-à-d. la volonté de construire une argumentation théorique en faveur d'une vision idéologique donnée. Les cas de Smith, Ricardo et Marx, sont éclairants à cet égard. L'objectif poursuivi par Smith dans *la Richesse des nations* n'était rien d'autre que de démontrer que le «système de liberté» crée une situation de bien-être général supérieur au résultat atteint par un système dans lequel l'autorité politique s'occupe de réguler les activités économiques. Ce sous-bassement idéologique apparaît également dans le cas de Ricardo. En effet, son œuvre majeure, *Principles of Political Economy*, est l'aboutissement d'un enchaînement de circonstances dont le point de départ a été son opposition aux Corn Laws, les lois édictant la taxation du blé importé au Royaume-Uni en provenance du Continent. Cette opposition trouvait son fondement dans sa conviction que ces lois avaient comme effet d'opérer un transfert de revenu, néfaste à la croissance, des capitalistes aux propriétaires fonciers. Sans le rôle de déclic que ce débat hautement politique et aux sous-bassements idéologiques évidents joua pour Ricardo, les *Principles of Political Economy* auraient pu ne jamais avoir vu le jour. Que l'œuvre économique de Marx, elle aussi, repose sur un objectif idéologique est encore plus évident. Son point de départ avoué était une volonté de démontrer que le système capitaliste est fondé sur l'exploitation des salariés par les capitalistes, et que son mode de fonctionnement mène à sa disparition.

Avec l'émergence de l'approche néoclassique, la présence d'une dimension idéologique devient plus discrète. En ce qui concerne ses pionniers, leur désir de rendre l'économie scientifique à l'instar des sciences dures allait de pair avec un refoulement apparent de la dimension idéologique. Il n'empêche que la plupart d'entre eux étaient convaincus de l'efficacité des forces de marché et pensaient que leurs analyses confirmaient cette conviction. Par contre, avec la *Théorie gé-*

... Une interférence de l'idéologie dans la production de théorie économique est-elle admissible ?

nérale de Keynes et les travaux en économie du bien-être de Pigou, les années 1920 et 1930 ont opéré une relativisation du point de vue ancien et la mise en exergue des limites du libre jeu des forces de marché.

Aujourd'hui, le point de vue positiviste à la Friedman est toujours prépondérant dans la profession économique. Quant à nous, nous partageons une vision différente que l'on trouve exposée dans les écrits méthodologiques de R. Lucas, le chef d'école de la nouvelle macroéconomie classique.

In economic policy, the frontier never changes. The issue is always mercantilism and government intervention vs. laissez faire and free market (The Region 1993: 3).

There are, it seems to me, two schools of macroeconomic (and perhaps all) social policies: one which keeps the power of government to injure in the front of its mind, and stresses policies which take the form of institutional constraints on government action, and another which focuses on the power of government to improve welfare, and seeks methods by which this power may be exercised more effectively (Lucas Various, Box 23, Tobin folder, dans De Vroey 2011).

Ces citations montrent que, pour Lucas, la dimension idéologique est inhérente à la macroéconomie. Mais Lucas est conscient que, pour que les débats scientifiques progressent, l'idéologie doit être jugulée. L'usage du langage mathématique est selon lui un premier facteur jouant en ce sens. L'introduction de critères à respecter pour que des modèles macroéconomiques soient considérés méthodologiquement valides, comme par exemple les microfondements explicites, en est un second. La référence constante aux données empiriques en est un troisième. Ces mesures adoptées, l'existence d'une dimension idéologique inexpugnable et d'une pratique positiviste peuvent être partiellement réconciliées; plus la syntaxe du langage théorique est détaillée, plus la confrontation avec les données est poussée, moins la dimension idéologique interfère dans les débats théoriques. Ces considérations, bien évidemment, ne sont pas valables pour la seule macroéconomie; elles sont pertinentes pour toutes les disciplines étudiant le fonctionnement des marchés.

3.3. Que faut-il entendre par néolibéralisme ?

De nos jours, on ne parle plus de libéralisme, mais de néolibéralisme. En même temps, si le terme est omniprésent et toujours entendu négativement, il est rarement défini, comme si son contenu était évident. Parmi les rares définitions disponibles, en voici une, due à un géographe marxiste renommé, David Harvey :

Neoliberalism is in the first instance a theory of political economic practices that proposes that human well-being can best be advanced by liberating individual entrepreneurial freedoms and skills within an institutional framework characterized by strong private property rights, free markets and free trade. The role of the state is to create and preserve an institutional framework appropriate to such practices. (Harvey 2005: 2-3).

Cette définition montre bien qu'on est dans le champ du libéralisme économique. Cependant, deux points ne sont pas clairs. Primo, on ne voit pas ce qui différencie le néolibéralisme du libéralisme. En effet, la définition de Harvey se rapproche de la société de liberté qu'Adam Smith avait en tête. Secundo, est-il approprié de poser le problème comme une opposition binaire entre libéralisme et son opposé, que ce soit le mercantilisme pour Smith ou le communisme pour Marx ? Selon nous, ce n'est pas le cas. En effet, au cours de temps, la notion de libéralisme a cessé d'être monolithique.

Dans un article intitulé «Les degrés de libéralisme et la crise», l'un de nous a avancé la thèse qu'il est plus indiqué de parler de degrés de libéralisme économique (De Vroey 2009). Sur le curseur opposant le degré maximum et le degré

... *Que faut-il entendre par néolibéralisme ?*

minimum de libéralisme économique, quatre repères peuvent être distingués, désignant chacun une vision idéologique spécifique. Aucun jugement de valeur a priori n'est à prononcer à leurs propos. Nous les présentons en ordre décroissant.

– Premier degré : le «plein libéralisme» ou «laissez-faire». Il repose sur la croyance en la capacité autorégulatrice de l'économie de marché. Dès lors, toute intervention de l'État dans l'économie est jugée indue.⁹ De nouveau, le nom de Friedman peut être évoqué ici. Le fait que les économistes critiques ne parlent que du néolibéralisme au singulier suggère fortement que ce qu'ils ont en tête en utilisant ce terme est le libéralisme plein.¹⁰

– Deuxième degré : le «libéralisme mitigé». Ce point de vue consiste à défendre l'économie de marché tout en admettant que celle-ci contient des possibilités de défaillance, auxquelles l'action étatique peut porter remède. Soulignons deux formes de défaillance possibles. Selon la première, il est affirmé que en présence d'externalités, de rendements d'échelle croissants ou d'autres caractéristiques qui rendent l'équilibre de marché sous-optimal, l'État peut utiliser différents instruments de politique économique afin d'éviter un résultat d'inefficience. La seconde forme s'inspire de la *Théorie générale* de Keynes. Elle se fonde sur l'idée qu'il est possible que l'économie décentralisée soit bloquée dans des situations d'équilibres de sous-emploi. La politique à entreprendre par l'État est alors d'activer la demande agrégée.

– Troisième degré : défense d'un système d'économie mixte. Ici, la doctrine énonce qu'il existe des activités qui doivent être soustraites à la logique de marché, comme la santé ou l'éducation.

– Quatrième degré (degré zéro) : la défense d'une économie planifiée, régentée par l'État.

L'intérêt de cette typologie est de permettre d'éviter des jugements trop sommaires. En effet, sous la critique du néolibéralisme peut se cacher aussi bien la défense du libéralisme mitigé (et le regret que dans les dernières décennies l'on soit monté d'un cran dans le degré de libéralisme) que celle de l'économie mixte ou de l'économie dirigiste. Sans une approche comme celle que nous proposons, ces différences ne peuvent être prises en compte.

3.4. Y a-t-il une relation univoque entre l'approche néoclassique et l'idéologie néolibérale ?

Nous avons vu que deux points de vue opposés existent à propos de la question de la présence de la dimension idéologique en économie. La vue positiviste affirme qu'idéologie et théorie peuvent et doivent être maintenues séparées. D'autres, comme nous, pensent que, même s'il faut la maîtriser, la dimension idéologique ne peut que planer sur notre discipline. Ceci est un point sur lequel nous rejoignons le point de vue des étudiants critiques. Lorsqu'on le prend en compte, une nouvelle bifurcation se présente. On peut affirmer que le lien entre théorie économique et idéologie est univoque. On dira alors, par exemple, que la théorie marxiste est intrinsèquement liée à une idéologie anti-libérale (le quatrième degré de la typologie) ou que l'approche néoclassique débouche d'une manière inhérente sur la défense du plein libéralisme. Tel est le point de vue sous-jacent à la proposition (b) de l'introduction. Mais on peut aussi penser que les liens entre théorie économique et idéologie sont équivoques, c.-à-d. qu'un même appareillage conceptuel peut soutenir des modèles aboutissant à des prescriptions politiques différentes. C'est le point de vue que nous défendons.

⁹ Un degré encore supérieur consiste à prôner un système de marché comportant exclusivement des monnaies privées et dans lequel il n'y aurait pas de banques centrales.

¹⁰ Le préfixe "néo" se justifierait alors comme un retour vers le libéralisme plein après une phase historique de libéralisme mitigé.

... Y a-t-il une relation univoque entre l'approche néoclassique et l'idéologie néolibérale ?

Une évocation de trois grands moments de l'histoire des théories économiques permet de l'étayer. Le premier concerne la théorie marxiste. Spontanément, on est tenté de croire que celle-ci est un appareillage conceptuel aboutissant nécessairement à justifier les conclusions politico-idéologiques de Marx. Cela n'est pas le cas. L'objectif de Marx en écrivant *Le Capital* était de démontrer que le capitalisme est fondé sur l'exploitation des travailleurs, manifestement une thèse qui n'a rien de libéral. Mais pour réaliser ce programme Marx a emprunté à ses prédécesseurs, qui étaient tous libéraux, leurs concepts centraux – la théorie de la valeur-travail, la théorie du salaire, celle de la population, la distinction entre travail productif et improductif, la théorie de la baisse tendancielle du taux de profit. Sans l'œuvre de Marx, on aurait pu croire, comme les économistes classiques le présumaient, que l'appareil conceptuel classique ne pouvait que servir la cause libérale. Grâce à Marx, le contraire s'avère vrai : les concepts centraux de l'économie classique peuvent être instrumentalisés au service de causes idéologiques opposées.

La même conclusion est valable pour notre second exemple, la théorie walrasienne. Le but poursuivi par Walras en construisant sa théorie était de démontrer l'efficacité d'un système concurrentiel, une reprise du projet de Smith, à la différence que Walras estimait que, pour aboutir, un tel projet nécessitait l'utilisation du langage mathématique. Dans les années 1930, quelques décennies après la parution de la dernière édition des *Éléments d'économie pure*, un débat intense a eu lieu à propos de la possibilité de fonctionnement d'une économie socialiste dans laquelle un bureau de planification serait chargé de l'allocation des ressources. Dans ce débat, les défenseurs du socialisme, O. Lange et H. D. Dickinson (eux-mêmes héritiers d'E. Barone), en vinrent à penser que le meilleur modèle théorique pour étayer leur thèse n'était autre que celui de Walras. Pour eux, la tâche à accomplir par le bureau du plan est analogue à celle du secrétaire de marché de Walras, dégager une allocation optimale des ressources à partir des plans optimisateurs des agents, eux-mêmes révélés par leurs réactions à un vecteur de prix fictifs annoncé par le planificateur. Les économistes autrichiens, comme L. von Mises et Hayek, furent outrés de cette utilisation de Walras, ce qui poussa Hayek à écrire ses articles les plus profonds sur le rôle de la connaissance dans les économies de marché. Ce débat, lui aussi, révèle la plasticité idéologique de la théorie walrasienne. Comme la théorie classique, elle est susceptible d'être utilisée à l'appui de causes idéologiques diamétralement opposées.

Notre dernier exemple concerne la macroéconomie. Dans son cas, l'enjeu idéologique est circonscrit à deux repères de notre classification, le plein libéralisme et le libéralisme mitigé. Durant l'apogée de la macroéconomie keynésienne, théorie macroéconomique et libéralisme mitigé paraissaient consubstantiels. Certes, le modèle IS-LM avait deux variantes – l'une classique, basée sur l'hypothèse de flexibilité salariale, l'autre keynésienne, basée sur l'hypothèse de rigidité salariale. Mais, de l'avis général, seule la variante keynésienne était pertinente, la variante classique jouant seulement un rôle de faire-valoir. Il a fallu attendre l'article fameux de Friedman (1968), introduisant les attentes des agents dans la modélisation de la courbe de Phillips, pour que ce lien d'univocité se délite. Avec la révolution lucasienne, on s'est trouvé devant le cas de figure opposé, celle d'une macroéconomie fondée sur des prémisses garantissant des conclusions de politique économique de laissez-faire. Il n'a fallu qu'une décennie pour que cette liaison soit, elle-même, remise en cause. Le nouveau revirement s'est produit quand les économistes nouveaux keynésiens ont décidé de faire à la modélisation RBC ce que Friedman avait fait à la modélisation keynésienne. Tout en acceptant la méthodologie de Kydland et Prescott, ils ont convaincu la profession d'introduire dans le modèle RBC de base des hypothèses débouchant sur des conclusions politiques plus proches du libéralisme mitigé que du plein libéralisme. Il est donc erroné d'affirmer que la macroéconomie est au service d'une cause idéologique précise.

... Y a-t-il une relation univoque entre l'approche néoclassique et l'idéologie néolibérale ?

Ces trois études de cas suffisent à invalider la thèse d'un lien univoque entre approche néoclassique et plein libéralisme. Une autre manière d'arriver à la même conclusion est de considérer un autre secteur de nos tableaux, le sous-ensemble des disciplines de spécialisation, axé sur des secteurs d'activité particuliers. Contentons-nous de donner un seul exemple tiré du champ de l'économie industrielle. Dans celle-ci, du fait de l'existence de l'internet, l'étude des externalités associées au phénomène de réseaux croisés a pris une grande importance. Les travaux de Laffont et Tirole en témoignent. L'enjeu est de trouver le «design» permettant à un marché caractérisé par la présence de ces externalités de fonctionner d'une manière efficiente. Une des questions posées est de savoir s'il est préférable d'avoir une concurrence entre plateformes ou une plateforme unique. Cette dernière solution serait optimale si ce n'était que la tarification de monopole qui s'en suivrait ne le serait pas. Le simple fait qu'avec de tels modèles on étudie le «design» de marché que l'autorité publique devrait installer pour le rendre efficient montre qu'on est loin du cas de figure de laissez-faire.

La conclusion que nous tirons de ces remarques quant à la validité de la proposition (b), affirmant que l'approche néoclassique est au service du néolibéralisme, entendu comme plein libéralisme ou laissez-faire, est donc négative. S'il fallait, à l'heure actuelle, caractériser l'état présent des conclusions de politique économiques atteintes dans les différents courants néoclassiques répertoriés dans les tableaux 4 et 5, la position de libéralisme mitigé nous paraît prévaloir sur celle de plein libéralisme.

4. Conclusion générale

Notre objectif dans cet article a été d'examiner le bien-fondé de deux propositions défendant la thèse d'un manque de pluralisme dans la science économique. La première de celle-ci affirme la domination de l'approche néoclassique dans la profession. Notre étude a montré le caractère pluriel et les frontières mouvantes de l'approche néoclassique, depuis son essor jusqu'à aujourd'hui. Nous avons aussi mis en avant que la composition du mainstream a évolué au cours du temps et que, parmi les courants non-mainstream, plusieurs sont néoclassiques. De plus, les années récentes ont mis en avant la présence dans le mainstream d'une composante non-néoclassique.

La seconde proposition que nous avons examinée affirme que l'approche néoclassique est au service du néolibéralisme, entendu comme plein libéralisme ou laissez-faire. Nous pensons avoir démontré qu'elle ne résiste pas à un examen sérieux. En effet, la théorie économique en général, et l'approche néoclassique plus particulièrement, ont plutôt montré dans le temps une plasticité idéologique remarquable.

Notre article n'a pas abordé les aspects plus proprement sociologiques motivant le mouvement des étudiants et des chercheurs dit-hétérodoxes, les questions d'organisation de l'enseignement et de la recherche. On songe à la question de savoir s'il faut enseigner les courants minoritaires dans le curriculum d'étude et, si oui, en quelle mesure et à quel niveau. On songe aussi à la question des règles de gouvernance institutionnelles permettant d'éviter les entraves d'ordre non-scientifique à l'éventuelle montée en puissance des courants minoritaires. Ces questions renvoient à un autre clivage, qui concerne la définition des standards de scientificité en science économique. Dans ce dernier débat, la dimension sociologique, les rapports de force dans la profession et la dimension méthodologique s'interpénètrent. Les démêler implique une recherche plus ambitieuse et complexe que celle que

nous avons entreprise. Nous sommes toutefois convaincus que les questions méthodologiques que nous avons abordées dans cet article constituent un préalable nécessaire pour les débats ultérieurs.

Michel De Vroey est professeur
d'économie à l'UCL et chercheur
à l'IRES (UCL).

Luca Pensieroso est professeur
d'économie à l'UCL et chercheur
à l'IRES (UCL).

Michel De Vroey et Luca Pensieroso
michel.devroey@uclouvain.be
luca.pensieroso@uclouvain.be

Références

- Aspromourgos, T. 1986. On the Origins of the Term 'Neoclassical'. *Cambridge Journal of Economics*. 10: 265-70.
- De Vroey, M. 2009. Les libéralismes économiques et la crise. *Revue française d'économie*. XXIV: 3-37.
- De Vroey, Michel, 2011. Lucas on the relationship between theory and ideology, *Economics - The Open-Access, Open-Assessment E-Journal*. 5: 1-39.
- Friedman M. 1968. The Role of Monetary Policy. *American Economic Review*. 58: 1-17.
- Harvey, D. 2005. *A Brief History of Neoliberalism*. Oxford, University Press.
- Hicks, J. 1932. *The Theory of Wages*, London: MacMillan.
- Klein, L. and A. Goldberger 1955, *An Econometric Model of the United States, 1929-1952*, North Holland.
- Leijonhufvud, A. 1994. "Hicks, Keynes, and Marshall." In H. Hagemann and O. Hamouda (eds.). *The Legacy of Hicks*. London, Routledge: 147-162.
- Stigler, George J. 1941. *Production and Distribution Theories*. New York, Macmillan.
- The Region 1993. Interview with Robert, E. Lucas Jr., Federal Reserve Bank of Minneapolis. June.

Directeur de la publication :
Vincent Bodart

Rédactrice en chef :
Muriel Dejemeppe

Comité de rédaction : Paul Belleflamme,
Vincent Bodart, Muriel Dejemeppe, Frédéric
Docquier, Jean Hindriks, Marthe Nyssens,
William Parienté, Mikael Petitjean

Secrétariat & logistique : Anne Davister
Graphiste : Dominos

Regards Économiques IRES-UCL

Place Montesquieu, 3
B1348 Louvain-la-Neuve

www.regards-economiques.be

regard-ires@uclouvain.be

tél. 010/47 34 26

ISSN 2033-3013

